

SERVICE DES PENSIONS

10, BOULEVARD GASTON-DOUMERGUE

44964 NANTES CEDEX 9

www.pensions.minefi.gouv.fr

1^{ère} Sous-Direction

Bureau 1A

N° 793

Nantes, le 11 Août 2006

Note d'information

pour les Services et Bureaux

chargés des pensions

Objet : Prise en compte dans la durée d'assurance d'une activité professionnelle exercée à l'étranger.

Le dossier de pension constitué en vue de la concession de la pension civile ou militaire doit comporter un état récapitulatif des durées d'assurance obtenues dans les autres régimes de base obligatoires mentionnées aux I et II de l'article L. 14¹ du code des pensions civiles et militaires de retraite (cf. article D. 21-1, III dudit code).

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a indiqué que les périodes d'assurance correspondant à des activités salariées ou non salariées exercées dans un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse² peuvent être prises en compte dans la durée d'assurance visée à l'article L. 14-I dans le cadre du règlement CEE n° 1408/71 modifié du 14 juin 1971 du Conseil européen, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la communauté européenne (chapitre 3 - vieillesse et décès – pensions)³.

La DGAFP a en outre précisé que les activités exercées en dehors des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ne peuvent être prises en compte dans la durée d'assurance de l'article L. 14 que si elles ont été reconnues équivalentes dans le régime général de la sécurité sociale en vertu d'accords internationaux ou bilatéraux adoptés en matière de sécurité sociale.

Dans la plupart des cas où il y a eu affiliation de l'agent à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale, le relevé de carrière fourni par la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) mentionne non seulement les périodes d'affiliation au régime vieillesse de la sécurité sociale, mais également les périodes d'activité auprès des pays précités reconnues équivalentes dans les conditions susvisées.

La présente note a pour objet de préciser la procédure à mettre en œuvre par les administrations gestionnaires pour obtenir auprès des organismes de retraite étrangers un relevé de carrière dans les cas où l'agent n'a pas été affilié au régime vieillesse de la sécurité sociale ou lorsque le relevé délivré par la CRAM ne fait pas apparaître les périodes d'activité accomplies à l'étranger.

¹ L'article L. 14-I du CPCMR définit la durée d'assurance comme la somme des services et bonifications admissibles en liquidation prévue à l'article L. 13 et de la "durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes validées dans un ou plusieurs autres régimes de retraite de base obligatoires".

² --**Etats de l'Union européenne** : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède ; **pays de l'Espace économique européen** : Islande, Liechtenstein, Norvège ; **Suisse**, conformément à l'annexe I de l'accord sur la libre circulation des personnes faisant partie des sept accords conclus entre l'Union européenne et la Suisse publié par décision du conseil et de la commission du 4 avril 2002 (JOCE n°L 114 du 30 avril 2002).

³ Les règlements européens cités dans la présente note sont consultables sur plusieurs sites Internet, notamment ceux de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (www.legislation.cnaf.fr) et du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (www.cleiss.fr).

1 - Préparation du dossier d'études des droits à pension

Deux ans avant l'ouverture des droits à pension du futur pensionné, il convient d'inviter celui-ci à préciser s'il a ou non exercé avant son entrée dans l'administration ou pendant une période de disponibilité une activité professionnelle en qualité de travailleur salarié ou non salarié, soit dans un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse, soit dans un Etat ayant signé une convention de sécurité sociale avec la France et à joindre un relevé de carrière délivré par la CRAM faisant apparaître les durées de l'activité professionnelle à l'étranger prises en compte comme périodes reconnues équivalentes.

2 - Vérification du relevé CRAM

Les administrations gestionnaires vérifieront sur le relevé de carrière demandé à la CRAM si les périodes d'activité à l'étranger déclarées par l'agent sont mentionnées sur ce document comme reconnues équivalentes à celles validées par le régime vieillesse de la sécurité sociale et joindront, le moment venu, ce document au dossier constitué en vue de la liquidation de la pension civile ou militaire, conformément à l'article D 21-1, III du code des pensions de retraite.

En cas d'absence sur le relevé CRAM de mentions concernant les périodes d'activité à l'étranger déclarées par l'agent ou d'absence d'affiliation de celui-ci au régime général de la sécurité sociale avant son entrée dans l'administration, il conviendra de mettre en œuvre, selon les cas, la procédure définie au paragraphe 3 - Activité professionnelle exercée dans un Etat entrant dans le champ d'application du règlement CEE n° 1408/71 et/ou celle définie au paragraphe 4 - Activité professionnelle exercée dans un pays ayant signé une convention de sécurité sociale avec la France.

3 - Activité professionnelle exercée dans un Etat entrant dans le champ d'application du règlement CEE n° 1408/71

Les relevés de carrières effectuées dans un Etat entrant dans le champ d'application du règlement n° 1408/71 sont établis par les institutions de retraite européenne sur un formulaire de liaison, intitulé **"attestation concernant la carrière d'assurance"**, comportant la référence E 205, délivré et complété par l'institution de retraite européenne auprès de laquelle l'agent a été affilié.

L'annexe 2 du règlement n° 574/72 du 21 mars 1972 pris pour l'application du règlement n° 1408/71 a désigné le Service des Pensions du Minefi comme organisme centralisateur des demandes desdits relevés de carrière.

3.1 - Utilisation du formulaire E 207

Pour obtenir des institutions de retraite européennes l'attestation concernant la carrière d'assurance sur formulaire E 205, les administrations gestionnaires doivent inviter les fonctionnaires ou militaires ayant effectué une activité dans un pays entrant dans le champ d'application du règlement 1408/71 à compléter le formulaire européen E 207⁴, intitulé **"renseignements concernant la carrière de l'assuré"** (voir modèle en annexe).

Ce document, établi d'après les renseignements recueillis auprès de l'assuré, contient les informations sur sa carrière : périodes d'emploi, nature de ces périodes, lieu d'exercice de l'activité, numéro d'immatriculation à l'institution de retraite, etc.) et peut être accompagné de tous documents justificatifs (certificats de travail, attestations d'employeur, bulletins de salaires) dès lors que l'intéressé les a produits.

La production du formulaire E 207 permet à l'institution de retraite européenne qui le reçoit de retrouver rapidement le compte d'assurance de l'intéressé en vue de l'établissement du relevé de carrière E 205.

⁴ Imprimé disponible sur le site du Service des pensions de l'Etat : www.pensions.minefi.gouv.fr/formulaire_E207/index.htm

3.2 - Transmission du formulaire E 207 au Service des Pensions du Minefi

Le formulaire E 207 dûment complété et signé par l'agent est transmis par l'administration gestionnaire au Service des Pensions du Minefi (bureau de la réglementation - 1A), en vue de sa transmission à l'institution de retraite de l'Etat de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse.

3.3 - Transmission par le Service des pensions du Minefi du formulaire E 207 aux institutions de retraite européennes.

Le formulaire E 207 est transmis par le Service des Pensions du Minefi à l'institution de retraite de l'Etat ou des Etats concernés en vue de l'établissement par celle-ci de **l'attestation concernant la carrière d'assurance** de l'agent (formulaire de liaison européen E 205).

Cet imprimé, fourni et complété par l'institution de retraite européenne auprès de laquelle l'agent a été affilié, comporte outre les indications d'état civil le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance accomplies par l'agent sous les législations de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. L'imprimé renseigné tient lieu de pièce justificative de la carrière effectuée à l'étranger.

3.4 - Retour direct des formulaires E 205 aux administrations gestionnaires

Pour éviter tout délai supplémentaire, l'institution de retraite européenne est invitée par le Service des Pensions du Minefi à renvoyer directement le formulaire E 205 à l'administration gestionnaire qui en a fait la demande.

3.5 - Vérification du formulaire E 205 par l'agent

L'agent concerné par la demande de formulaire E 205 est invité par l'administration gestionnaire à vérifier si la réponse donnée par l'institution de retraite européenne sur ce formulaire est complète.

En cas de désaccord, l'intéressé est invité à fournir les pièces justificatives de sa réclamation, afin qu'une nouvelle demande, appuyée des pièces ainsi produites, soit adressée à l'institution de retraite concernée.

Dès lors que le formulaire E 205 dûment complété par l'institution de retraite européenne aura été approuvé par l'agent, il ne sera pas nécessaire de réclamer de pièces justificatives complémentaires.

3.6 - Exploitation des données figurant sur le formulaire E 205 par les administrations gestionnaires

Les États de l'Union européenne et de l'Espace économique européen n'établissent pas tous leurs relevés de carrières (formulaires E 205) de la même manière. En effet, les périodes figurant sur ce relevé sont parfois établies dans des unités différentes du trimestre (semaines, mois, jours).

Pour la conversion en trimestres des périodes d'assurance accomplies dans l'Etat étranger, les administrations gestionnaires appliqueront les dispositions de l'article 15 du règlement d'application CE n°574/72 du 21 mars 1972⁵ qui règle précisément le cas des pays exprimant les périodes d'assurance dans des unités différentes de celles qui sont utilisées par la législation de l'autre Etat concerné.

3.7 - Dossier de pension

Le formulaire E. 205 doit être conservé pour être joint, le moment venu, au dossier constitué en vue de la concession de la pension de l'agent, conformément aux dispositions précitées de l'article D. 21-1- III du code des pensions civiles de retraite.

⁵ rappel : texte consultable sur les sites Internet www.legislation.cnaf.fr et www.cleiss.fr.

4 - Activité professionnelle exercée dans un Etat ayant signé une convention de Sécurité sociale avec la France

Hormis les activités professionnelles exercées dans les Etats membres de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse, seules peuvent être prises en compte dans la durée d'assurance les périodes reconnues équivalentes en vertu d'accords internationaux ou bilatéraux conclus en matière de sécurité sociale.

4.1 - Pays ayant signé une convention de sécurité sociale avec la France

On trouvera en annexe la liste des 30 pays étrangers ayant actuellement signé avec la France une convention de sécurité sociale, dont le texte est consultable sur les sites Internet de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (www.legislation.cnav.fr) et sur celui du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociales, 11 rue de la tour des Dames - 75436 Paris cedex 09 – tél. : 01 45 26 33 41 - Fax : 01 49 95 06 50 (www.cleiss.fr).

4.2 - Demande de relevé de carrière

Aucune disposition de ces conventions n'impose l'intervention du Service des Pensions du Minefi comme organisme centralisateur des demandes de relevés de carrière. Par ailleurs, il n'existe aucun formulaire type ou normalisé pour établir une demande de carrière.

Les administrations gestionnaires inviteront donc directement les organismes de retraite étrangers concernés à attester les périodes durant lesquelles le futur pensionné de l'Etat a été affilié et a cotisé de manière obligatoire audit régime de retraite.

En vue d'une exploitation rapide de ces demandes par les institutions de retraite des pays concernés, celles ci devront comporter toutes indications relatives à l'état civil des agent intéressés et à leur identification dans les fichiers des organismes de retraite auprès desquels ils ont été affiliés. En tant que de besoin, les pièces justificatives produites par l'agent seront jointes à la demande.

*

* *

L'attention des administrations gestionnaires est appelée sur l'intérêt qui s'attache pour le futur pensionné à ce que les données relatives à sa carrière professionnelle dans le secteur privé, notamment celle exercée à l'étranger, soient recueillies et déterminées au stade de la préparation du dossier d'études des droits à pension ou à celui de la collecte des données nécessaires à l'établissement des Estimations Indicatives Globales (EIG) dans le cadre de la mise en œuvre du droit à l'information sur les retraites.

Il est en effet impératif que des relevés de carrière complets, établis sur les bases des durées d'assurance tous régimes confondus, soient disponibles à temps pour être joints au dossier de pension, afin d'éviter tout retard dans le calcul de la pension ou toute révision ultérieure.

Le Chef du Service des Pensions


Jean-Louis ROUQUETTE

Annexe à la note d'information relative à la prise en compte dans la durée d'assurance d'une activité professionnelle exercée à l'étranger

Liste des Pays signataires d'accords de sécurité sociale avec la France

Andorre
Bosnie Herzégovine
Chili
Croatie
Gabon
Iles anglo-normandes
Israël
Macédoine
Mali
Mauritanie
Niger
Saint-Marin
République fédérale de Yougoslavie
Togo
Tunisie

Algérie
Bénin
Cameroun
Canada
Cap-Vert
Congo
Côte-d'Ivoire
Etats-Unis
Maroc
Monaco
Philippines
Québec
Roumanie
Sénégal
Turquie

Source : Caisse nationale d'assurance vieillesse (www.legislation.cnav.fr).

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA CARRIÈRE DE L'ASSURÉ

Règlement 1408/71: article 38; article 43 bis; article 45; article 48; article 51 bis; article 57.5
Règlement 574/72: article 42.1; article 69

À remplir par l'institution d'instruction et à annexer aux formulaires E 202, E 203 et E 204.

Les renseignements du cadre 7 ont été recueillis auprès de l'intéressé et sont transmis à l'institution en cause à toutes fins utiles.

Renseignements concernant l'assuré (*)

1		
1.1	Nom de famille (*):	.....
1.2	Nom de naissance (*):	.....
1.3	Prénoms (*):	.....
1.4	Noms antérieurs (*):	.....
1.5	Sexe (*):	.....
1.6	Nom et prénoms du père (*):	.....
1.7	Nom et prénoms de la mère (*):	.....
1.8	Numéro d'identification de sécurité sociale (NISS) (* bis):	.....
2	Nationalité (*):	..... D.N.I. (* bis):
3	Naissance	
3.1	Date (*):	.....
3.2	Localité (*):	.....
3.3	Province ou département (*):	.....
3.4	Pays (*):	.....
4	Adresse (*, (* bis))	
.....		
.....		
5	Numéro d'immatriculation auprès de l'institution d'inscription (* bis)	
.....		
6	Institution d'instruction	
6.1	Dénomination:	.....
6.2	Adresse (*):	.....
6.3	Cachet	.....
6.4	Date:	.....
6.5	Signature	.....

7 Informations concernant toutes les périodes accomplies (comme fonctionnaire ou salarié, non-salarié, les périodes de résidence et de formation) ⁽¹⁸⁾							
	Période ⁽¹⁷⁾		Nature des périodes ⁽¹⁸⁾	Dénomination et siège de l'employeur ou nature de l'activité non salariée	Lieu et pays d'exercice de l'activité ⁽¹⁹⁾	a) Institut ou régime d'assurance ⁽¹⁵⁾ b) Numéro d'immatriculation ⁽²⁰⁾ c) Nature de l'assurance ⁽²¹⁾	Lieu de résidence pendant la période d'activité ⁽²²⁾
	du,	au					
	1	2	3	4	5	6	7
1						a) b) c)	
2						a) b) c)	
3						a) b) c)	
4						a) b) c)	
5						a) b) c)	
6						a) b) c)	
7						a) b) c)	
8						a) b) c)	

.....
Date

..... ⁽²³⁾
Signature

INSTRUCTIONS

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées. Il se compose de 3 pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée, même si elle ne contient aucune mention utile. Si l'espace prévu à la page 2 n'est pas suffisant pour y indiquer toutes les périodes de la carrière de l'assuré, intercaler à la suite une ou plusieurs pages identiques en modifiant les numéros qui figurent à l'extrême gauche (remplacer 1, 2, 3 ... par 9, 10, 11 ...).

NOTES

- (*) Accord sur l'Espace économique européen, annexe VI, sécurité sociale: aux fins de cet accord, le présent formulaire est également valable pour l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.
- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: B = Belgique; DK = Danemark; D = Allemagne; GR = Grèce; E = Espagne; F = France; IRL = Irlande; I = Italie; L = Luxembourg; NL = Pays-Bas; A = Autriche; P = Portugal; FIN = Finlande; S = Suède; GB = Royaume-Uni; IS = Islande; FL = Liechtenstein; N = Norvège.
- (2) Pour les besoins des institutions suédoises, remplir aussi le formulaire E 207/intercalaire 1. Pour l'Allemagne et l'Autriche, la notion d'«assuré» recouvre tant les assurés affiliés au régime général que les fonctionnaires et assimilés relevant d'un régime spécial. La notion de «pension» englobe également les pensions versées aux fonctionnaires.
- (3) — Le nom de famille comporte l'indication du nom usuel ou du nom acquis par le mariage.
— Le nom de naissance doit toujours être indiqué; dans le cas où il est identique au nom de famille, porter éventuellement la mention «idem».
— Les expressions «dit» et «alias» et les particules doivent apparaître dans leur intégralité et dans l'ordre de l'état civil.
— Pour les ressortissants espagnols, indiquer les deux noms de naissance.
— Pour les ressortissants portugais, indiquer tous les noms (prénoms, nom, nom de jeune fille) dans l'ordre de l'état civil tels qu'ils apparaissent sur la carte d'identité ou le passeport.
- (4) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
- (5) À indiquer notamment en cas d'adoption ou d'utilisation de surnoms entrés dans l'usage courant; les expressions «dit» et «alias» et les particules doivent apparaître dans leur intégralité et dans l'ordre de l'état civil.
- (6) M = masculin; F = féminin.
- (7) Cette information est requise lorsque le travailleur est de nationalité espagnole, ou lorsque le formulaire doit être envoyé à une institution française, indépendamment de la nationalité du travailleur.
- (8⁰⁰⁰) Pour les travailleurs soumis à la législation belge, indiquer le numéro d'identification de sécurité sociale du travailleur (NISS). Pour les institutions néerlandaises, indiquer le numéro Sofi.
- (9) Le cas échéant, indiquer la date de naturalisation.
- (10⁰⁰⁰) Pour les ressortissants espagnols, âgés de plus de 16 ans, indiquer le Número de Identificación Fiscal (N.I.F.). À défaut, indiquer le numéro du Documento Nacional de Identidad (D.N.I.) ou du passeport, même s'ils sont périmés. Si ces documents n'existent pas, indiquer «néant».
- (11) Le jour et le mois sont chacun exprimés par deux chiffres, l'année par quatre chiffres (par exemple: 1^{er} août 1921 = 01.08.1921).
- (12) Pour les villes françaises comprenant plusieurs arrondissements, indiquer le numéro de l'arrondissement (par exemple: Paris 14). Pour les localités portugaises, indiquer aussi la paroisse et la commune.
- (13) Renseignement obligatoire pour les assurés de nationalité espagnole, française ou italienne; cette rubrique comporte, selon les pays, l'indication d'appartenance territoriale du lieu de naissance (par exemple, en ce qui concerne la France, pour une commune de naissance, Lille, il faut indiquer le département de naissance, Nord, associé au code départemental si l'assuré le connaît, soit, en l'occurrence, «59», L'information portée sera donc «Nord 59»). Pour les personnes nées en Espagne, indiquer seulement la province.
- (14) Sigle du pays de naissance de l'assuré codifié selon le code international des véhicules automobiles.
- (15) Rue, numéro, code postal, localité, pays, numéro de téléphone.
- (16) Pour les besoins des institutions norvégiennes, indiquer l'adresse actuelle et la dernière adresse en Norvège, ainsi que la date d'émigration.
- (17) Pour les besoins des institutions espagnoles, joindre une copie du ou des registres de marins espagnols si l'institution compétente est l'ISM (Instituto Nacional de la Marina / Institut National de la Marine) ou si le régime concerné est celui des marins.
- (18) Joindre une copie de documents probants pour chaque période (i.e. certificats de pension, fiche de paye, feuilles de contribution).
- (19) Pour les besoins des institutions danoises, néerlandaises, finlandaises, islandaises, du Liechtenstein et norvégiennes, indiquer aussi toutes les périodes de résidence accomplies au Danemark, aux Pays-Bas, en Finlande, en Islande, au Liechtenstein et en Norvège, avec mention de l'adresse exacte.
- (20) Indiquer la nature de l'activité exercée (travailleur salarié ou indépendant; par exemple: mécanicien, vendeur, agriculteur indépendant), éventuellement, l'instruction scolaire ou professionnelle (nature de la formation et diplômes obtenus), périodes sans occupation professionnelle (par exemple: ménagère, chômage, maladie, etc.), service militaire (pays). Si l'intéressé a accompli son service militaire au sein de l'armée espagnole, il y a lieu de joindre au formulaire E 207 une copie de son livret matricule. À défaut, préciser les informations suivantes: classe, armée, emploi occupé, région militaire et lieu de résidence une fois libéré des obligations militaires. Si l'intéressé a accompli son service militaire en Italie, il y a lieu de joindre au formulaire E 207, si possible, une copie de son livret matricule ou de ses états de service.
- (21) Lorsque l'activité a été exercée en France, préciser le nom du département.
- (22) Si le formulaire est destiné à une institution danoise, indiquer le numéro CPR, à une institution islandaise, le numéro d'identification islandais, et à une institution du Liechtenstein, le numéro d'immatriculation AHV.
- (23) Préciser s'il s'agit d'assurance obligatoire, d'assurance volontaire, d'assurance facultative continuée ou d'une période sans assurance.
- (24) Quand il s'agit d'un assuré de l'OGA, indiquer la commune et le département en Grèce.
- (25) Si la page 2 est remplie par le requérant lui-même, elle doit être datée et pourvue de sa signature. Dans le cas de l'Irlande, elle doit être accompagnée d'un formulaire irlandais complété par le requérant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES POUR LES BESOINS DES INSTITUTIONS SUÉDOISES

[illegible]

S'agissant d'une pension de survivant, les périodes précitées se réfèrent à l'assuré décédé.

Si le requérant/assuré décédé a exercé une activité salariée/non salariée en Suède avant 1960, en faire, si possible la preuve.